

Sommaire :

Editorial

Politique :

Valls et le populisme : c'est pas Joly, Eva !.....page 2

Des indéterminés et des médiocres.....page 3

Résistance et résistances : la marche des Veilleurs.....page 4

Social

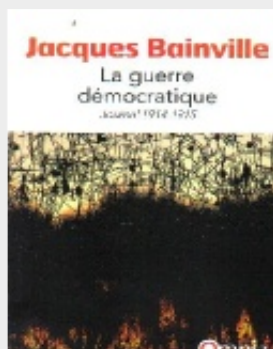
Une monarchie sociale nécessaire.....page 5

Histoire

En hommage à Pierre Juhel.....page 6 et 7

Critique littéraire

Moi, Président, d'André Bercoff.....page 8

Livre du mois**Il n'y a de honte qu'à se soumettre**

Saint Just écrivait en son temps ces quelques mots prémonitoires : « *Ce qui constitue la république, c'est la destruction totale de tout ce qui lui est opposé* ». En ces jours où les réformes anti-sociales et iniques vont commencer à se concrétiser, jamais ces mots n'ont eu davantage d'actualité : destruction de la famille, de l'altérité même homme/femme, rien ne sera épargné. « *ABCD de l'égalité* » et chartes scolaires en tête, les excroissances égalitaires de nos gouvernants socialistes ne vont avoir de cesse de se multiplier dès la rentrée.

Face à cette vague idéologique qui va s'abattre sur le peuple français, des centaines de voix commencent à s'organiser, notamment via les Veilleurs et la Manif pour tous, pour faire entendre leur opposition. Ces comités locaux, veilleurs face à l'expansion de l'idéologie du Genre, auront assurément besoin du soutien des camelots du Roi pour mener à bien leur mission : **défendre la jeunesse française contre les idéologies mortifères et nihilistes.**

Mais le militantisme camelot ne saurait se résumer à cette unique facette : les royalistes savent bien que c'est la république elle-même qu'il faut faire tomber, que c'est seulement quand « la gueuse sera pendue » que la France se relèvera.

Ainsi, c'est à eux qu'il incombe de rendre possible ce réveil des consciences sur les véritables dangers de la république.

Les combats seront nombreux, dans tous les domaines : gender, christianophobie, abandon de pans entiers de notre souveraineté, tant d'exactions seront commises si les hommes de bonne foi n'y prennent pas garde. Dans cette lutte contre la république, les soutiens seront assurément clairsemés et les épreuves bien rudes : mais, à l'heure où nous fêtons le 220^e Anniversaire du soulèvement vendéen, ces difficultés ne sont elles insignifiantes par rapport à celles de nos ancêtres chouans et vendéens ?

A l'heure où le pessimisme pourrait nous étreindre, n'hésitons pas à relire ces quelques vers tirés du Barzaz Breizh :

*Reuzedik bras eo bout gwanet ;
Bout gwanet ne ket mezuz;
Nemet Plega d'ar skraberien;
Evel tud lent ha kabluz !*

*Il est bien douloureux d'être opprimé;
Mais d'être opprimé n'est pas honteux;*

*Il n'y a de honte qu'à se soumettre à des brigands,
Comme des lâches et des coupables !*



Valls et le populisme : c'est pas Joly, Eva !



L'un des fondements de la dialectique politicienne reste la destruction réelle et volontaire de la substance des termes, l'annihilation progressive de toute véritable signification des mots, afin d'en user comme « *mots-valises* », ceux-ci portant en leur sein l'irréfragable preuve de l'impertinence politique de l'adversaire. Archétype de cette « *fonction idéologique de l'amalgame* », le terme « *populiste* » a connu depuis le début des années 70 un véritable regain d'intérêt, passant d'une signification plutôt neutre (exemple du couple argentin Peron), à un fallacieux synonyme « *d'extrémiste* », lui-même menant inéluctablement aux accointances nazies...

Mais la blonde norvégienne, caractérisée par son sempiternel train de retard, poursuit sans broncher son éternel axiome politique : l'antisarkozysme pur, dur, intransigeant, crétin.

"Le mot "populisme" mis à toutes les sauces perd toute signification et empêche tout diagnostic pertinent"

Edgar Morin

L'écologiste norvégienne Eva Joly, sentant le vent tourner pour Manu-la-matraque, s'est donc fendue d'une attaque en règle à l'encontre du Ministre de l'Intérieur, dénonçant son « *populisme et son funambulisme idéologique* ». Populiste parce qu'il suivrait les sondages et la majorité des français qui, loin de suivre aveuglément la politique laxiste de Taubira, appelle à davantage de fermeté envers les délinquants et à la construction de nouvelles prisons ? N'est ce pas plutôt le principe démocratique que de suivre « la volonté générale » et donc, l'avis de la majorité ?

Point de salut hors du clivage gauche/droite ! Qu'importe l'avenir de la France : **la pertinence d'une idée politique ne se joue plus sur l'idée en elle-même mais bien sur la classe politique de celui qui l'émet en premier.**

Et le kärcher, la rigueur pénale et la remise en cause (toute relative) d'un certain laxisme judiciaire, c'est estampillé « Sarkozy » ! Avis à l'outrecuidant qui aurait l'impudence d'oser emprunter les pas du « roquet de Neuilly »...

Bien des tares, idéologiques comprises, peuvent être reprochées à Manuel Valls, mais certainement pas un hypothétique populisme. Ici, pas d'appel au chef, pas de « tous pourris » à l'horizon : Valls a sans nul doute péché par arrivisme et opportunisme, marques intrinsèques du sceau républicain.

L'esprit partisan poussé à son paroxysme, voilà donc désormais la règle du jeu politique aujourd'hui. Exit le Bien Commun, adieux aux véritables débats d'idées : la simplification, à l'extrême, du jeu politique ne laisse place qu'aux désenchantements profonds d'une classe populaire qui n'a aujourd'hui que l'abstention comme expression de mécontentement....

¹. Développée notamment par Serge Halimi, directeur du Monde Diplomatique, dans son article « Le Populisme, voilà l'ennemi ! »

². Sondage Ifop du 13 Août 2013 : 70% des français réclament davantage de fermeté envers les délinquants, et de nouvelles prisons



Des indéterminés et des médiocres

Si le désespoir reste en politique une sottise absolue, l'acharnement idéologique face aux lois naturelles l'est tout autant, voir même davantage. Nier la nature humaine, gommer l'altérité sexuelle au profit d'un égalitarisme aveuglé, voilà pourtant le nouvel axiome gouvernemental, ce cheval de bataille qui s'annonce, porté par deux ministres en particulier Najat Vallaut-Belkacem et Vincent Peillon.

Insidieuse et masquée depuis quelques années, l'expansion de la théorie du Genre au sein même des institutions françaises s'était dévoilée par l'adoption du texte de loi ouvrant la voie au « Mariage » pour tous. Depuis, force est de constater la recrudescence de déclarations fleuves, d'arguties en sophismes grotesques de nos gouvernants socialistes... « Education à l'égalité des genres », « reconnaissance d'un troisième sexe indifférencié », ces mots vont désormais orner les manuels scolaires français, formant nos jeunes têtes blondes aux errements intellectuels dramatiques des rejetons spirituels de Judith Butler.

Un récent rapport de l'Inspection Générale de l'Education Nationale interpellait d'ailleurs le ministre Peillon, souhaitant que « les stéréotypes de genre soient déconstruits et mis à distance ». Et cette volonté nihiliste sera également portée par la ministre Belkacem qui, loin de défendre les véritables « droits des femmes », s'ingéniera à défendre ces « ABCD de l'égalité », vastes fumisteries sans nom payées aux frais du contribuable...

Même la nation teutonne semble céder aux coups de butoirs, ouvrant dès novembre 2013 le droit à un « troisième sexe indéterminé », pour les nouveaux nés aux caractéristiques sexuelles ambiguës. Aujourd'hui basé sur une anomalie biologique, demain sur un aspect psychologique ? Oui, la patrie de Bismarck est tombée bien bas... Madame Beate Schücking, recteur de l'Université de Leibzig, peut jubiler : n'appelait elle pas à un « langage non sexiste, n'usant que de formes neutres » ? Grottesque, assurément.



Comme le dit dans un récent article le député Bernard Debré : « L'école française va mal. Celles et ceux qui en sortent, pour beaucoup, ne savent ni bien lire, ni bien écrire. [...] L'excellence est bannie. L'égalitarisme est la panacée ; tous pareils, tous médiocres, il ne faut pas que les dons de certains s'expriment, il ne faut pas qu'une tête émerge. Les lycées d'excellence disparaissent.

Voici maintenant un autre but qui semble apparaître : la déconstruction sexuelle ! Dès le plus jeune âge, il faut que les enfants se déconstruisent. Il n'y aura plus de petit garçon et de petite fille, il y aura des « on », car les pronoms "il" ou "elle" sont sexués. Après avoir fait des médiocres, voici qu'il faut faire des « indéterminés ». Cette théorie est absurde, mortifère et dangereuse. »

Vigilance devra assurément devenir le maître mot de tous les français doués d'un minimum de bon sens : vigilance face aux inepties du Genre, vigilance face à la médiocrité intellectuelle, vigilance face aux manigances gouvernementales.

L'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire contre le Gender !



Comme toujours, les royalistes seront en première ligne pour défendre le Droit Naturel, le bon sens et la famille contre les inepties républicaines.

Ainsi, l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire a-t-elle mis au point un tract explicatif contre l'idéologie du Gender, qui sera distribué dans toutes les grandes villes de l'Ouest !

On ne lâche rien : pour que vive la France, vive le Roi !



Résistance et résistances : la Marche des Veilleurs

Depuis le vote de la loi Taubira ouvrant le mariage aux couples invertis, la Résistance à la destruction de l'institution familiale française a pris successivement de multiples visages, des Veilleurs pacifiques aux actions « coups de poings » du Printemps Français, appliquant l'injonction désormais célèbre du « On ne lâche rien ! ». Pourtant, la pluralité des résistances interpelle, inquiète, suscite questionnements, doutes, et même remises en cause, certains redoutant l'atténuation de la contestation par son éclatement militant.

Il n'en est évidemment rien. La pluralité des résistances, c'est-à-dire **l'ancrage local d'une ou plusieurs formes de résistance, s'avère être la plus pertinente pour lutter contre une idéologie totalitaire.**

Comme écrivait l'universitaire Henri Hude : « *L'idéologue des Démon de Dostoïevski en a donné pour toujours la formule achevée : « Je commence avec la liberté absolue et j'aboutis à la dictature parfaite. » C'est la logique de Robespierre. C'est la logique de Lénine. C'est la logique de Peillon, c'est celle de Taubira. C'est la logique totalitaire, partout et toujours, qui produit toujours le même résultat, le despotisme, en vertu d'une force des choses. »*

Face à une entreprise totalitaire, la réponse légale et massive n'est vouée qu'à l'échec le plus cuisant, la raison étant justement l'élément perverti de l'idéologue. L'actuelle emprise des médias de masse sur les esprits français, jointe au dogme démocratique, appellent donc à une résistance d'une autre forme : plus diffuse, plus locale. En ce sens, les Veilleurs et leur marche restent une des voies les plus pertinentes et légales de s'opposer à « l'agitprop » des actuels idéologues : faire réfléchir sur des points précis, argumenter et débattre.



Mais seul l'imbécile marche sans connaître son but, et il est tentant de confondre l'objectif avec le moyen. Marcher et faire réfléchir n'est que la voie qui rend possible une remise en cause de la loi, de l'idéologie et donc du système, par effet domino. Comme disait Jules Lemaître :

« *L'Action Française a une doctrine et des certitudes. Car, Messieurs, nous sommes certains que le suffrage universel, c'est l'absurde : que la République, c'est la sottise et le mal; qu'elle aboutit nécessairement, mécaniquement à la guerre civile en permanence, à l'exploitation du pays par un parti, au gouvernement des pires. »*

C'est en gardant à l'esprit ces certitudes d'Action Française que ces résistances politiques doivent avancer, cheminer afin de redorer le blason trop terni de notre belle Patrie par la seule voie possible, la voie royale.

La Marche des Veilleurs

"Qui n'a pas vu la route, à l'aube entre deux rangées d'arbres, toute fraîche, toute vivante, ne sait pas ce que c'est que l'espérance."

Georges Bernanos

Voilà pourquoi les Veilleurs ont la route du 10 au 31 août, marchant le long de la côte atlantique de Rochefort à Notre-Dame des Landes, puis en région parisienne, à la rencontre des Français.



Une Monarchie sociale nécessaire... Par Jean Philippe Chauvin

La Monarchie française est éminemment sociale, ou a le devoir impérieux de l'être, ne serait-ce que pour légitimer sa nécessité et son autorité.

Sans doute faut-il expliquer ce point de vue, et l'approfondir sans cesse, au regard de l'actualité, malheureusement cruelle aujourd'hui envers ceux qui travaillent ou qui cherchent un emploi : si la Monarchie n'est pas un remède miracle, elle est le régime qui peut permettre, avant tout, de garantir la justice sociale et de ne pas abandonner ceux qui souffrent d'une crise (en fait, d'un processus de mondialisation...) dont ils ne sont guère, en tant que tels, responsables !

L'indépendance de l'institution royale, de par le fait que la naissance ne doit rien à la fortune, lui donne l'occasion (qui est, en fait, un devoir) de parler au-dessus des simples intérêts privés, y compris des plus riches, que ceux-ci soient des individus ou des sociétés privées.

De plus, le Roi n'est pas le représentant des classes dominantes (une sorte de suzerain capitaliste, en somme) **mais un souverain qui s'impose à tous et encore plus à ceux qui possèdent**, et qui a le devoir de n'oublier personne dans son souci politique. S'imposer ne veut pas dire être un dictateur qui terroriserait les riches et flatterait les autres, mais simplement rappeler à tous que l'Etat n'est pas « une place à prendre » mais un pays à servir, au-delà des différences et des libertés particulières qu'il faut organiser, ou plutôt laisser s'organiser dans le respect des équilibres sociaux et de la justice nécessaire à toute œuvre sociale. Dans un monde où l'Argent a pris une telle importance, cela ne sera sans doute pas facile mais la Monarchie a ainsi quelques atouts et il serait dommage pour le pays de ne pas les utiliser...

L'indépendance royale, certes menacée par les jeux des groupes de pression financiers dans cette mondialisation qui cherchera à fragiliser l'Etat politique, est un levier important dans la capacité de l'Etat et de son gouvernement, quelle qu'en soit la couleur électorale, à faire accepter les réformes à ceux qui, d'ordinaire, cherchent à s'en abstraire ou à en fuir les conséquences quand elles ne leur conviennent pas. Mais la Monarchie n'oublie pas de permettre à tous, y compris les groupes de pression, de s'exprimer et de proposer, voire de contester : **mais c'est la Monarchie qui arbitre et préserve l'Etat et l'intérêt commun, tout en laissant le gouvernement faire son travail et œuvrer au quotidien.**

La Monarchie active « à la française », de par son rôle majeur d'arbitrage politique et de protecteur social, marque son territoire d'action par sa capacité de décision dans quelques grands domaines, ceux que l'on nomme régaliens (ce qui, d'ailleurs et même en République, veut dire ... « royaux » !) : la grande finance, la diplomatie et les affaires militaires, et la garantie de « la protection de tous », en particulier sociale.

Si la Monarchie instaurée veut s'enraciner sans se renier, il lui faudra assurer et assumer son rôle éminemment social : dans un monde incertain, face à une mondialisation menaçante, elle doit tracer un sillon social profond en rappelant aux puissants d'aujourd'hui, d'ici comme d'ailleurs, que toute politique crédible et efficace passe par la prise en compte des populations et par le souci de préserver la justice sociale, ciment des sociétés et facteur d'unité nationale. Il lui faudra aussi lancer le grand chantier d'une nouvelle organisation sociale, par le biais d'un syndicalisme vertical qui prenne en compte, dans ses structures, tous les échelons de la hiérarchie, et par la mise en place d'espaces de réflexion et de décision, voire de redistribution dans certains cas (intéressement, actionnariat salarial ou populaire, patrimoine « corporatif », etc.), espaces qui réunissent tous les acteurs de l'activité économique locale, communale, régionale ou nationale, y compris en y intégrant des acteurs extérieurs et étrangers (mais qui ne devront pas avoir vocation à diriger ce qui doit rester aux mains des producteurs locaux) comme les investisseurs ou les représentants des institutions internationales (ceux de l'Union européenne, par exemple) ayant une part dans l'activité économique concernée.

A l'heure où la République tremble devant les oukases de la Commission européenne et les injonctions d'un Marché devenu incontrôlable, il est temps d'en appeler, fortement, à l'instauration d'une Monarchie sociale pour la France, non par caprice ou utopie, mais par réalisme et nécessité !

C'est, d'ailleurs, sur le terrain social, que le royalisme a, aujourd'hui, le plus de chances de faire entendre sa « musique particulière », au travers de la contestation des mesures antisociales de cette « Europe-là » et de cette République hollandaise si oublieuse de ses promesses électorales de justice sociale... Mais, au-delà de cette régence sociale que nous assumons, il faut poser, ici et maintenant, les conditions d'une vraie politique sociale inscrite dans le marbre des institutions à venir...

Jean Philippe Chauvin



En hommage à Pierre Juhel

Dans l'esprit populaire, l'Action Française pourrait se résumer par la citation de quelques noms, de Maurras à Bainville en passant par Daudet ou Dimier. Or, peu de français connaissent les noms des infatigables continuateurs de la pensée maurrassienne, à savoir Pierre Boutang, Pierre Gaxotte, Thierry Maulnier ou encore Pierre Juhel, pour ne citer qu'eux. Acteurs de la renaissance du mouvement royaliste, notamment par la création du journal Aspects de la France, ils contribuèrent, chacun à leur manière, à la préservation de l'esprit de l'Action Française.

Dès lors, il est de tous les combats : des ventes à la criée aux défilés en hommage à Sainte Jeanne d'Arc en passant par l'extraordinaire évasion (1927) de Léon Daudet de la prison de la Santé, cette incarcération faisant suite à l'assassinat de son fils Philippe par les républicains. De 1935 à 1939, il est nommé chef des camelots du Roi de la région parisienne. Lorsque la guerre éclate, n'étant pas mobilisable car père de 4 enfants, il décide de s'engager volontairement et combattit à la frontière luxembourgeoise en mai 1940, étant fait prisonnier quelques jours plus tard.

Pierre Juhel, camelot de la première heure, sera l'un des piliers du militantisme d'Action Française, transmettant à de nombreuses générations de français cet amour de la Patrie qu'il incarnait tant. Né le 9 Août 1910, fils d'un poilu de Verdun mort en combattant, il entendait déjà dans sa prime enfance les récits des exploits des camelots du Roi, portés à l'époque par Marius Plateau. Quand celui-ci est assassiné par l'anarchiste Germaine Berton, le 22 Janvier 1923, le jeune Pierre Juhel – il n'a que 13 ans - « *sentit naître en lui son âme de militant* » .



Libéré grâce aux accords Darlan, il est nommé directeur du Centre de Formation Professionnelle du Quartier de la Bastille (1941-1945), puis participa à la direction de la Croix Rouge française (1945-1949). Le début des années 1950 allait voir naître un véritable combat contre la Communauté Européenne de Défense, combat que Pierre Juhel allait mener de la plus belle manière, à la tête des Amis d'Aspects de la France, future Restauration Nationale, qu'il créera en 1955.

Pendant la Guerre d'Algérie, Pierre Juhel prit le pseudonyme de « Guillaume » pour mener des actions clandestines en faveur de l'Algérie Française.

Citation de Pierre Pujo :

"Nous n'avions qu'un souci : adopter la ligne de conduite la plus conforme à la pensée constante de l'AF. Je dois souligner cependant quel profit j'ai tiré des conseils, de la riche expérience et des vastes connaissances de Pierre Juhel dans ma tâche hebdomadaire."



Les années 1960 furent des années d'âpres combats politiques que menèrent ensemble les « deux pierre », Pierre Pujo et Pierre Juhel.

« Les deux Pierre eurent ensemble à affronter la crise de Mai 68, ripostant en tête des manifestations, réunissant jusqu'à 10 000 personnes aux Champs-Élysées, dénonçant les menées anarchistes et révolutionnaires sans ménager pour autant le pouvoir qui ne savait pas répondre aux aspirations de la jeunesse »

Malheureusement, les années 1970 virent le déclin – momentané – de la Restauration Nationale, avec les défections successives d'éléments comme Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc, qui créeront en 1971 la Nouvelle Action Française ; Bernard Lugan qui créera le Centre Royaliste pour un Ordre Nouveau en 1972 ; enfin la formation de la Fédération des Unions Royalistes de France cette même année .

Frappé par la maladie, Pierre Juhel rendit son âme à Dieu le 26 Juillet 1980. Il est aujourd'hui enterré au cimetière de Vaugirard.

De fidèles royalistes gardent son souvenir et honorent sa mémoire. Ainsi, le Centre Pierre Juhel – centre de documentation et d'études royalistes – perpétue aujourd'hui l'œuvre bâtie par Pierre Juhel et organise chaque année, avec l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire, le dépôt de gerbe à la Statue de Sainte Jeanne d'Arc en Mai.

«Demander la victoire et ne pas avoir l'intention de se battre, je trouve ça mal élevé »

Charles Peguy



Pierre Juhel en tête du défilé en l'honneur de Sainte Jeanne d'Arc en 1951

Les chiffres du mois

1 Million d'€

C'est le montant prévu pour la création de la première salle de shoot à Paris, prévu pour "fournir" près de 200 passages par jour.

151

C'est le nombre de nouvelles dispositions fiscales que le gouvernement a fait adopter par le Parlement entre Juillet 2012 et Juillet 2013.

410 000 €

C'est le coût du site de Carla Bruni, réalisé sous la présidence Sarkozy, aux frais du contribuable français.



Moi, Président, d'André Bercoff



Des *Philippiques* de Démosthène au *Nain de Lorraine* de l'inégalable Léon Daudet, l'art du pamphlet eut à cœur de s'étrenner régulièrement face au pouvoir en place, confirmant l'allégorie du « *Poisson qui pourrit par la tête* ». Ainsi – et même au-delà de son ahurissante nullité – François Hollande devait-il inéluctablement subir l'exercice, l'ampleur de la volée de bois vert s'indexant sur le bilan de sa première année de pouvoir. Et c'est peu dire qu'il n'est guère reluisant...

Moi, Président, du journaliste et écrivain franco-libanais André Bercoff a donc inauguré la longue liste des plâtres littéraires que devra essayer l'hypoprésident français pendant le reste de son mandat. Style fluide, lecture aisée et arguments bien référencés, l'auteur fournit ici un ouvrage de qualité qui, tout au long des 18 chapitres, égrène les mensonges, hypocrisies et réformes désastreuses engagées par « *Moi, Président* ».

Tirant son axiome pamphlétaire du célèbre discours – monologue – du 2 mai 2012, Bercoff remonte les quelques premiers mois de présidence « normale », en décortiquant sa communication, sa politique, ses réformes économiques ou encore sa cohérence gouvernementale. L'aspect psychologique y étant prégnant, il se dégage de cet ouvrage un tableau relativement complet de ce que les médias appellent abusivement le « *Hollandisme* », de cette politique social-libérale que mène, bien malgré lui, le Président Hollande.

« *Tout Hollande est dans cette démarche virevoltante, avec volte-face, marche arrière, bond en avant [...]. Le reniement est-il, au fond, l'hommage rendu par la politique à la réalité ?* »

Pragmatisme ou idéalisme, responsabilité ou inconstance, Hollande a visiblement fait son choix. Mais Bercoff ne se limite pas qu'à une critique en bonne et due forme du Hollandisme, et tend à distiller régulièrement quelques pistes de remèdes possibles, égratignant au passage tous les dogmes politiquement corrects.

« *Tout simplement parce que la puissance du politiquement et du moralement correct est tellement forte qu'elle paralyse politiques et médiatiques, dont la crainte la plus terrible est de passer pour des réactionnaires-conservateurs-fascistes-racistes. Mots-valises jetés à la face de quiconque pose une question qui fâche.* »

Pourtant, face à un bel ouvrage si finement ciselé, on ne peut qu'être frustré par cette conclusion en trompe-l'œil, si peu poussée et surfaite. S'arrêtant à un simple rappel à l'ordre du sieur Hollande, il fallait assurément continuer le cheminement intellectuel et en faire ressortir cette véritable conclusion : **l'actuelle inanité des réformes gouvernementales n'est que l'expression la plus vive de l'iniquité profonde du régime, son impuissance réelle face aux crises n'étant le fruit que de son intrinsèque inconstance politique.** Le Sieur Hollande, bien qu'incapable et inénarrable « capitaine de pédalo », n'est qu'un fruit pourri à la tête d'un régime qui l'est tout autant.

Moi, Président, Editions Broché, paru en Mai 2013